

De l'enseignement de l'Islam au Sénégal au regard de la laïcité

09/03/2013 | 01H54 GMT

Dans son discours sur le colonialisme, Aimé Césaire écrivait : « Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde ».

Au-delà de l'émotion et de la douleur suscitées par le drame de la Médina et la question des daaras, jaillit des tréfonds de l'histoire de notre jeune République, la cruciale question de l'enseignement religieux. Or, la Constitution de celle-ci déclare dès le début de son article premier que le Sénégal est une République « laïque ». Un concept dont le flou ontologique n'a d'équivalent que l'unanimité canonique et la prodigalité avec laquelle il est proclamé, du haut des prétoires de la République, comme la vertu suprême. Or, dans un pays comportant près de 99% de croyants, il est légitime et urgent de voir pourquoi ni dans nos universités, ni dans nos institutions, ce sacro-saint concept n'est pratiquement jamais interrogé, alors qu'il a dans notre existence en tant que nation et en tant qu'individus, un impact aussi fondamental.

La laïcité est généralement définie comme la séparation du religieux et de l'Etat, ainsi que la garante de l'égalité entre les religions. En réalité, il faut soit être dupe, très naïf ou très ignorant pour croire aux vertus de neutralité, d'égalité et de justice, sensées être garanties par cette laïcité. Il faut surtout être dépourvu de toute culture historique, pour ignorer que ce « concept-projet », déjà en préparation dans les laboratoires des libres-penseurs anticléricaux du siècle des Lumières, théorisé avec la Révolution française et qui s'installera véritablement au 19ème siècle, n'était que le cheval de Troie sous lequel la libre pensée et la franc-maçonnerie ont projeté et réussi à dégager l'Etat français de ses attaches religieuses traditionnelles - l'Eglise chrétienne et son clergé - pour finir, de nos jours, à exclure toute forme d'expression religieuse de l'espace public, réduisant ainsi les religions à leur simple dimension culturelle. Le projet n'était rien moins que de lutter et d'anéantir la religion.

Pour s'en convaincre, il suffit de revoir l'arsenal législatif et juridique antireligieux de la Troisième République française, notamment sous le Combisme, véritable machine de guerre anticléricale. Comme le rappelle un proche contemporain, la République du Sénégal est née de la cuisse gauche de cette Troisième République, en vigueur en France de 1870 à 1940, et que sa Constitution est un copier-coller de celle de la puissance colonisatrice, alors que jamais, il n'y a eu d'assemblée constituante sénégalaise souveraine, chargée de se pencher et de s'accorder sur une charte fondamentale d'organisation sociétale à soumettre à la libre approbation des citoyens d'un « Sénégal indépendant ».

La France avait habilement préparé ses valets pour pérenniser ses intérêts, en imposant cette Constitution qui s'ouvre par cette « duperie » qui lui permettrait de réduire au silence le pouvoir religieux de l'époque, en l'excluant de tout ce qui touchait à la gestion des affaires publiques et de la politique. Comme en France, la religion devait être cantonnée au privé, et les marabouts reclus dans leurs daaras. Il faut vraiment être un demeuré ou de mauvaise foi, pour ne pas considérer que, dans un pays qui compte près de 99 % de croyants, ce tour de maître de nos premiers dirigeants et leurs commanditaires, fut véritablement une monstrueuse duperie.

Voilà donc comment l'enseignement de l'Islam fut exclu du cadre de l'école dite laïque, les marabouts restant confinés dans leurs daaras traditionnels pour enseigner le Coran, pendant que l'Eglise catholique bénéficiait des subsides et de la mansuétude de la République pour s'organiser, en créant une école parallèle privée, où elle enseignait et le curriculum public et ses valeurs religieuses.

Victimes de l'ostracisme de la République laïque et privés de toute aide publique pendant des décennies, les daaras ne pouvaient que continuer à souffrir leur tragique sort, malgré leur aspiration à se moderniser. Le président Macky Sall, sans doute sous le coup de l'émotion a déclaré que l'Etat allait fermer tous les daraas non

conformes à la loi. S'il s'agit en l'occurrence de fermer tous les prétendus daaras où des esclavagistes modernes exploitent sans rechigner de pauvres enfants démunis, sans rien leur apprendre de leur religion, l'on ne peut qu'applaudir car ces pratiques sont inacceptables. Toutefois, il aurait été plus courageux pour le président, de déferer la République qu'il dirige à la barre de la justice et de l'égalité, quant à la question de l'enseignement religieux dans les écoles d'un pays dont 99% des citoyens sont croyants.

Alors que nous rechignons à poser courageusement cette question, dans les écoles publiques d'Alsace et de Moselle - des territoires bien français - sont dispensés des cours de religion aux enfants dont les parents sont consentants. Alors, pourquoi devrions-nous persister à vouloir être plus royalistes que le roi ? Que nous-est-il donc arrivé pour que nous nous reniions autant, et quel mal existe-t-il à enseigner aux enfants dont les parents le souhaitent, les valeurs et vertus de l'Islam et/ou du Christianisme ?

Cela aurait le mérite de régler la question des daaras, mais pas uniquement. Car, combien de Sénégalais sortant des grandes universités du monde arabe sont aujourd'hui au chômage, en train de se tourner les pouces. Une telle initiative pourrait permettre de les intégrer dans le système éducatif, en assurant un enseignement religieux qui promeut les valeurs de l'Islam telles que nous les ont transmises nos illustres aïeux, Cheikh Ahmadou Bamba, El Hadj Malick Sy, Mame Limamoulaye, etc.

Cela serait d'autant plus avisé que nous vivons un contexte international où des crimes sont commis au nom de l'Islam par des mouvances pseudo musulmanes. Avant que ces sinistres individus ne franchissent nos portes, il serait salutaire que l'Etat garantisse lui-même l'enseignement de l'Islam, en veillant à ce que celui-ci soit conforme aux valeurs de paix, de justice et de solidarité portées par le Sceau des Prophètes (PSL). Il ne faut pas s'y tromper, ce projet loin d'opposer les religions, leur garantit leur pérennité en permettant qu'elles soient toutes enseignées aux enfants dont les parents le désirent.

Alors qu'à longueur de colonnes de journaux et d'émissions télé, nous nous émouvons de la dépravation des mœurs, de l'égoïsme, de l'individualisme et de la déchéance morale à l'œuvre dans notre société, en particulier chez les jeunes, il est plus qu'urgent de trouver des solutions avant que cela ne soit trop tard. Si l'école publique, au moins au niveau du primaire, prenait en charge l'enseignement des vertus religieuses, cela serait un début de solution à ces problèmes que souffre notre jeunesse.

D'ailleurs, le khalife des mourides, Cheikh Sidy Al Moctar, ne s'y est guère trompé en demandant à l'ancien président Abdoulaye Wade, d'introduire l'enseignement de l'Islam à l'école. Il était à parier que ce vœu n'aurait jamais été réalisé sous le magistère de ce dernier, dévoué comme ses prédécesseurs à ses maîtres français. Si nous n'avons pas le courage d'assumer notre identité et notre héritage, jamais nous ne réussirons à résoudre les problèmes majeurs auxquels notre pays est confronté. Les chaînes mentales doivent être rompues pour qu'enfin nous assumions pleinement notre identité de Musulmans ou de Chrétiens.

Des gens qui vivent dans la modernité, et qui n'ont aucun scrupule ni aucune honte à vivre en phase avec les vertus de leurs religions. Il est temps que nous cessions, en particulier nos intellectuels occidentalisés, de voir la laïcité sous ses fards, mais de le considérer sous son véritable visage, c'est-à-dire un programme de libre-pensée, dont le but inavoué est de combattre les religions en s'emparant de tous les organes

décisionnaires de la République.

D'aucuns argueront naïvement que la laïcité nous a préservé des dissensions religieuses et nous a apportés la concorde sociale. On ne s'attarde jamais sur ce que cela nous a coûtés, en termes de société vidée d'elle-même, de cultures et de valeurs piétinées ainsi que de religion travestie. Plus que de concepts vaseux importés de l'Occident décadent, les Sénégalais ont besoin de solutions palpables aux problèmes qui les assaillent au quotidien ainsi que d'équité et de justice dans le traitement des hommes et des femmes.

Papa Cheikh Saadbu Sakho Jimbira